

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/DS34/1**

**G/L/69**

25 mars 1996

(96-1068)

---

Original: anglais

## TURQUIE - RESTRICTIONS A L'IMPORTATION DE PRODUITS TEXTILES ET DE VETEMENTS

### Demande de consultations présentée par l'Inde

La communication ci-après, datée du 21 mars 1996, adressée par la Mission permanente de l'Inde à la Mission permanente de la Turquie et à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

---

Mon gouvernement m'a chargé de demander l'ouverture de consultations avec le gouvernement turc, au titre de l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994") et conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, au sujet de l'imposition unilatérale, par la Turquie, de restrictions quantitatives à l'importation d'une large gamme de produits textiles et de vêtements en provenance de l'Inde à compter du 1er janvier 1996.

L'Inde considère que ces restrictions sont incompatibles avec les obligations qu'imposent à la Turquie les articles XI et XIII du GATT de 1994 et ne sont pas justifiées au regard de l'article XXIV du GATT de 1994, qui ne prévoit pas l'imposition de restrictions quantitatives discriminatoires. L'Inde considère aussi que les restrictions sont incompatibles avec les obligations résultant pour la Turquie de l'article 2 de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les textiles et les vêtements. Les restrictions imposées par la Turquie annulent et compromettent les avantages résultant pour l'Inde de l'Accord sur les textiles et les vêtements du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC.

J'adresse copie de la présente demande au Président de l'Organe de règlement des différends, aux fins de notification, conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

J'espère recevoir bientôt la réponse des autorités de votre pays à la présente demande afin que nous puissions fixer une date et un lieu mutuellement acceptables pour les consultations.